

Bruno Lamour
Président du Collectif Roosevelt
16 rue Dugommier
Paris 75012

Cabinet du premier ministre
Hôtel Matignon
57 rue de varenne
Paris 75007

Lettre ouverte à Monsieur Valls : convoquez une conférence sociale parce qu'on le vaut bien

Paris, le 29 février 2016

Monsieur le Premier Ministre,

Vous venez d'engager un important projet de réforme du droit du travail.

Le texte qui a été adressé au Conseil d'Etat sans avoir été au préalable soumis aux partenaires sociaux suscite d'importantes et de nombreuses critiques de la part de l'ensemble des organisations syndicales, de nombreux juristes, de diverses organisations citoyennes ainsi que d'une grande partie de la majorité parlementaire. Il n'est pas envisageable qu'un texte d'une telle importance soit engagé dans la précipitation, voire imposé à la représentation nationale via l'utilisation de l'article 49.3 de la Constitution.

Une réforme profonde de la négociation collective ne peut être pas décidée sans consultation préalable des partenaires sociaux. De même, une réécriture du code du travail ne peut pas être engagée sans respecter des dispositions de l'art L.1 dudit code qui prévoit que les partenaires sociaux doivent être au préalable saisis et mis en mesure d'engager une négociation.

C'est pourquoi nous vous demandons, avec gravité, de convoquer une conférence sociale centrée sur les propositions de réformes favorables à l'emploi. A cette conférence doivent être invitées, outre les organisations syndicales et patronales, les associations qui oeuvrent quotidiennement aux côtés des chômeurs. Nous espérons que vous donnerez une suite favorable à cet appel, la qualité du dialogue social en France est un enjeu qui mérite toute votre attention.

Recevez, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre considération respectueuse.

Bruno Lamour
Président du Collectif Roosevelt



Le Collectif Roosevelt <https://collectif-roosevelt.fr/>, qui rassemble des citoyens de sensibilités diverses et coopère avec de nombreuses associations, formule des propositions pour l'emploi soutenues par 100000 signataires.